

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Comptes annuels

Bilan

Au 31 décembre 2024

(Libellé en euros)

Actif	Note(s)	2024	2023
Trésorerie en caisse, soldes auprès des banques centrales et banques postales	3, 4	162 253 465	54 504 387
Dérivés	2, 3, 7	956 746	1 123 083
Prêts et avances aux établissements de crédit	2, 3, 7	155 825 081	144 338 837
- remboursables à vue		14 379 084	4 034 860
- autres prêts et avances		141 445 997	140 303 977
Prêts et avances à la clientèle	2, 3, 7	856 449 639	783 656 545
Titres de créance et autres titres à revenu fixe	2, 3, 5	49 652 903	17 237 144
- émis par des organismes publics		-	-
- émis par d'autres emprunteurs		49 652 903	17 237 144
Actions et autres titres à revenu variable	2, 3	1 010 078	2 816 428
Actifs incorporels	2, 6	35 733	81 227
Actifs corporels	2, 6	878 777	845 754
Autres actifs	2, 8	1 376 838	1 054 203
Charges payées d'avance et produits à recevoir	7, 9	7 714 302	9 132 046
Total de l'actif		1 236 153 562	1 014 789 654

Les notes annexes font partie intégrante de ces comptes annuels.

Bilan (suite)**Au 31 décembre 2024****(Libellé en euros)**

Passif	Note(s)	2024	2023
Dettes envers les établissements de crédit	2, 3, 7	877 243 922	613 665 160
- à échéance convenue ou avec préavis		877 243 922	613 665 160
Dettes envers la clientèle	2, 3	50 000 000	50 000 000
- Dépôts d'épargne		50 000 000	50 000 000
Dérivés	2, 3, 7	173 054	-
Dettes attestées par des certificats	2, 3, 10	-	49 987 752
- titres de créance émis		-	49 987 752
Comptes de régularisation – passif	7, 11	10 081 482	8 820 941
Provisions		3 941 180	4 562 591
- provisions pour impôts	2, 12	373 610	585 058
- provisions pour impôts différés	2, 12	290 290	-
- autres provisions	2, 12	3 277 280	3 977 533
Capital souscrit	13, 14	350 000 000	350 000 000
Réserves	14, 15	388 600	-
Réserve de réévaluation	2, 14	744 379	476 313
Résultat reporté	14	(63 111 703)	(70 495 110)
Résultat de l'exercice	14	6 692 648	7 772 007
Total du passif		1 236 153 562	1 014 789 654

Les notes annexes font partie intégrante de ces comptes annuels.

Hors bilan
Au 31 décembre 2024
(Libellé en euros)

	Note(s)	2024	2023
Engagements	2, 7, 17	14 803 474	69 845 672
Passifs éventuels	2, 7, 17	14 179 800	-

Les notes annexes font partie intégrante de ces comptes annuels.

Compte de résultat**Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024****(Libellé en euros)**

	Note(s)	2024	2023
Intérêts à recevoir et produits assimilés	18	54 455 933	47 641 181
dont :			
- provenant de titres à revenu fixe		1 584 399	581 501
Intérêts à payer et charges assimilées		(32 111 962)	(26 956 917)
Commissions à recevoir	18, 19	2 141 662	2 399 381
Commissions à payer		(65 925)	(164 284)
Résultat net sur opérations financières	20	(1 368 393)	98 859
Autres produits d'exploitation	21	557 629	796 710
Charges administratives générales		(15 433 605)	(15 114 536)
Frais de personnel	23, 24	(9 719 922)	(10 231 855)
dont :			
- salaires et traitements		(7 046 089)	(7 744 192)
- coûts de sécurité sociale		(1 651 759)	(1 604 027)
- dont : charges de retraite		(499 462)	(474 261)
- Autres charges administratives	25	(5 713 683)	(4 882 681)
Ajustements de valeur sur actifs incorporels et corporels	6	(303 051)	(483 042)
Réajustements de valeur sur prêts et avances ainsi que provisions pour passifs et engagements éventuels	26	244 742	394 198
Ajustements de valeur sur titres négociables détenus en tant qu'immobilisations financières, participations et actions dans des entreprises affiliées	27	(265 997)	(92 048)
Impôt sur le résultat des activités ordinaires	28	(1 158 385)	(747 495)
Résultat des activités ordinaires après impôts		6 692 648	7 772 007
Autres impôts non compris dans les postes précédents			
Résultat de l'exercice		6 692 648	7 772 007

Les notes annexes font partie intégrante de ces comptes annuels.

Notes aux comptes annuels

Note 1 – Informations générales

Bank of Communications (Luxembourg) S.A. (ci-après la « Banque ») a été constituée au Grand-Duché de Luxembourg sous forme de société anonyme par acte notarié en date du 5 septembre 2014, pour une durée indéterminée. Son siège social est établi au 7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg.

Le 28 octobre 2014, le ministère des Finances du Grand-Duché de Luxembourg a délivré à la Banque la licence bancaire complète n° 56/14 en tant qu'établissement de crédit. La Banque est habilitée à exercer l'ensemble des activités prévues par la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier (la « Loi bancaire »), et notamment à fournir des services bancaires commerciaux à sa clientèle cible composée de clients chinois et européens.

Le capital social de la Banque, entièrement libéré à la date du bilan, s'élève à 350 000 000 euros au 31 décembre 2024.

L'intégralité du capital social est détenue par Bank of Communications Co., Ltd. (ci-après le « Groupe »).

Les comptes annuels de la Banque sont intégrés dans les états financiers consolidés de la Banque mère, Bank of Communications Co., Ltd. (188, Yincheng Zhong Road, Zone pilote de libre-échange (Shanghai), République populaire de Chine).

La Banque établit ses comptes annuels en euros (EUR), devise dans laquelle est libellé son capital.

L'exercice comptable de la Banque coïncide avec l'année civile.

La Banque dispose de deux succursales (ci-après les « Succursales ») situées dans d'autres États membres de l'Union européenne : l'une en France (la succursale de Paris) et l'autre en Italie (la succursale de Rome).

Note 2 - Résumé des principales méthodes comptables et règles d'évaluation

2.1 Base de présentation

Les présents comptes annuels ont été établis dans le cadre du principe de continuité d'exploitation et conformément aux principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché de Luxembourg, notamment les dispositions de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois. Les politiques comptables et les règles d'évaluation sont définies et appliquées par le Conseil d'administration, à l'exception de celles fixées par la législation et la réglementation luxembourgeoises.

Conformément à la loi modifiée du 17 juin 1992, les établissements de crédit sont autorisés à établir leurs comptes annuels selon les normes comptables IFRS, telles qu'adoptées par l'Union européenne, soit dans leur intégralité, soit pour certaines catégories optionnelles d'actifs et de passifs. À cet effet, la Banque a opté pour l'évaluation de ses instruments financiers selon un cadre mixte de présentation de l'information financière (principes comptables généralement admis au Grand-Duché de Luxembourg – « Lux GAAP » – avec application de « l'option IFRS 9 »).

L'établissement des comptes annuels requiert l'utilisation de certaines estimations comptables clés. Il exige également que le Conseil d'Administration exerce son jugement dans le cadre de l'application des méthodes comptables. Toute modification des hypothèses retenues peut avoir une incidence significative sur les comptes annuels de la période au cours de laquelle ces hypothèses sont révisées. Le Conseil d'Administration estime que les hypothèses sous-jacentes sont appropriées et que, par conséquent, les comptes annuels présentent de manière fidèle la situation financière et les résultats de la Banque.

Le Conseil d'Administration établit des estimations et hypothèses ayant une incidence sur les montants comptabilisés des actifs et passifs au cours du prochain exercice. Ces estimations et jugements sont réévalués en permanence et reposent sur l'expérience historique ainsi que sur d'autres facteurs, notamment sur des hypothèses relatives à des événements futurs jugées raisonnables dans les circonstances.

2.2 Monnaie étrangère

La Banque applique un système comptable multidevises, selon lequel les actifs et passifs sont enregistrés dans la devise dans laquelle ils sont libellés. Pour l'établissement des comptes annuels, présentés en euros, les montants libellés en devises étrangères sont convertis selon les modalités suivantes :

Les actifs et passifs en devises étrangères sont convertis en euros au taux de change au comptant en vigueur à la date du bilan. Les actifs corporels et incorporels sont convertis en euros au taux applicable à la date de leur acquisition.

Les opérations de change au comptant sont converties en euros au taux de change au comptant en vigueur à la date du bilan. Les gains et pertes de change résultant d'opérations au comptant non couvertes par des opérations à terme sont comptabilisés dans le compte de résultat de l'exercice.

Les produits et charges libellés en devises étrangères sont enregistrés dans leur devise d'origine, puis convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

2.3 Prêts et avances

Les prêts et avances sont évalués au coût amorti, dans la mesure où ils sont détenus en vue de la perception des flux de trésorerie contractuels, lorsque ces flux représentent exclusivement des paiements de principal et d'intérêts (« SPPI »).

Les intérêts courus sont enregistrés sous le poste du bilan « Charges payées d'avance et produits à recevoir ». Les dépréciations (pertes de crédit attendues) sont déterminées conformément à la norme IFRS 9, déduites des soldes d'actifs concernés et ne sont pas maintenues lorsque les raisons ayant motivé leur enregistrement ont cessé d'exister.

2.4 Titres de créance et autres titres à revenu fixe

L'ensemble des titres détenus par la Banque a satisfait au test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et est conservé dans le cadre d'un modèle économique visant à la fois la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers. Ils sont, de ce fait, classés dans la catégorie des titres du portefeuille structurel.

Les primes résultant de l'acquisition de titres à un prix supérieur au montant remboursable à l'échéance sont amorties par tranches dans le compte de résultat et comptabilisées en diminution du poste « Intérêts à recevoir et produits assimilés ». La décote résultant de l'acquisition de titres à un prix inférieur au montant remboursable à l'échéance est amortie dans le compte de résultat et enregistrée en augmentation du poste « Intérêts à recevoir et produits assimilés » sur la période restant à courir jusqu'à la date d'échéance ou, le cas échéant, jusqu'à la date de cession si elle est antérieure.

Les titres du portefeuille structurel sont initialement comptabilisés à la juste valeur et évalués à la juste valeur, les gains et pertes étant imputés sous la rubrique « Réserve de réévaluation », à l'exception des pertes de valeur et des gains et pertes de change sur les éléments monétaires, qui sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat, jusqu'à la décomptabilisation de l'actif financier. Cette réserve de réévaluation n'est pas distribuable sous forme de dividendes. Lorsqu'un titre du portefeuille structurel est considéré comme déprécié, le gain ou la perte cumulé(e) précédemment enregistré(e) dans la réserve de réévaluation est recyclé(e) dans le compte de résultat. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisés dans le compte de résultat sous le poste « Intérêts à recevoir et produits assimilés ».

2.5 Dérivés et comptabilité de couverture

Les flux de trésorerie contractuels des instruments dérivés ne constituent pas exclusivement des paiements de principal et d'intérêts sur le montant du principal en cours (« SPPI »). Par conséquent, les dérivés ne satisfont pas au test SPPI et sont classés en instruments évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat (FVTPL).

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de conclusion du contrat de dérivés, puis réévalués ultérieurement à leur juste valeur. Celle-ci est déterminée à partir des prix cotés sur des marchés actifs (par exemple, les swaps de taux d'intérêt), ou au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie et de modèles d'évaluation d'options, selon le cas. Les dérivés sont inscrits à l'actif lorsque leur juste valeur est positive et au passif lorsqu'elle est négative.

Les gains non réalisés sur l'évaluation des dérivés sont inscrits à l'actif sous le poste « Dérivés », tandis que les pertes non réalisées sont comptabilisées au passif sous le même poste. Les gains et pertes réalisés ainsi que les gains et pertes de réévaluation non réalisés sur les dérivés sont enregistrés dans le compte de résultat sous la rubrique « Résultat net sur opérations financières ». Les produits d'intérêts courus sont comptabilisés au bilan sous le poste « Charges payées d'avance et produits à recevoir », tandis que les charges d'intérêts courues sont inscrites sous le poste « Comptes de régularisation – passif ». Le solde net des produits ou charges d'intérêts est enregistré dans le compte de résultat sous la rubrique « Intérêts à recevoir et produits assimilés ».

La Banque a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture à certains swaps de taux d'intérêt conformément aux exigences de couverture de la norme IFRS 9 (les exigences de la norme IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation pouvant encore s'appliquer dans certains cas). Compte tenu des fluctuations de la juste valeur des obligations, susceptibles d'avoir un impact défavorable sur les activités opérationnelles de la Banque, cette dernière a conclu des contrats de swap de taux d'intérêt afin de couvrir ses obligations à taux fixe. Elle couvre le risque de variation de juste valeur des obligations afin de réduire l'impact négatif des fluctuations de juste valeur sur le résultat opérationnel de la Banque. L'instrument de couverture est évalué à la juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat sous la rubrique « Résultat net sur opérations financières ». La valeur comptable de l'élément couvert est ajustée des variations de juste valeur attribuables au risque couvert, celles-ci étant également constatées dans le compte de résultat sous la rubrique « Résultat net sur opérations financières ».

Lors de la mise en place d'une relation de couverture, la Banque documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque sous-jacents. La Banque procède à une évaluation documentée, tant à l'origine qu'à intervalles réguliers, afin de vérifier que les instruments de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie des éléments couverts attribuables au risque couvert.

Couverture de juste valeur

La comptabilité de couverture de juste valeur ne modifie pas la comptabilisation des gains et pertes sur les dérivés et autres instruments de couverture, mais entraîne la constatation dans le compte de résultat des variations de juste valeur des actifs ou passifs couverts attribuables au risque couvert, qui n'auraient autrement pas été reconnues.

Si une relation de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, cette dernière est interrompue. L'ajustement cumulé de la valeur comptable de l'élément couvert est alors amorti dans le compte de résultat selon le taux d'intérêt effectif recalculé sur la période résiduelle jusqu'à l'échéance, sauf si l'élément couvert a été décomptabilisé, auquel cas il est constaté immédiatement dans le compte de résultat.

Couverture des flux de trésorerie

Aucune relation de couverture de flux de trésorerie n'a été désignée par la Banque aux 31 décembre 2024 et 2023.

Test d'efficacité de la couverture

La Banque applique une stratégie de couverture par appariement critique, exigeant que tous les éléments essentiels (notionnel, devise, montant et fréquence des paiements d'intérêts fixes, ainsi que l'échéance) du swap de taux d'intérêt de couverture et de l'obligation couverte correspondent exactement. Cette stratégie de couverture garantit que le critère d'efficacité de la couverture est automatiquement satisfait.

Dérivés ne remplissant pas les conditions de la comptabilité de couverture

Les opérations de couverture non éligibles correspondent à des dérivés conclus à des fins de couverture économique d'actifs ou de passifs, sans application de la comptabilité de couverture.

2.6 Actions et autres titres à revenu variable

La Banque a opté pour l'évaluation des actions et autres titres à revenu variable à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

À la date du bilan, la valeur comptable des actions est ajustée pour refléter les variations de leur juste valeur. Ces variations sont comptabilisées dans le compte de résultat sous la rubrique « Résultat net sur opérations financières ».

2.7 Détermination de la juste valeur

La juste valeur est définie comme le prix qui serait perçu pour la vente d'un actif ou payé pour un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre participants du marché à la date d'évaluation.

La meilleure preuve de la juste valeur des instruments financiers est constituée par les cours cotés sur un marché actif. En l'absence de tels cours, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation reconnues. La détermination du caractère inactif d'un marché repose sur plusieurs indicateurs, tels qu'une baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité du marché, une forte disparité des prix dans le temps ou entre les différents intervenants mentionnés ci-dessus, ou encore le fait que les dernières transactions conclues à des conditions normales de marché ne soient pas suffisamment récentes.

Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif lorsque des prix cotés sont facilement disponibles auprès d'une bourse, d'un négociant, d'un courtier, d'un groupe sectoriel, d'un service de tarification ou d'une autorité de régulation, et que ces prix reflètent des transactions réelles et régulières effectuées dans des conditions normales de marché. Lorsque l'instrument financier est négocié sur plusieurs marchés auxquels la Banque a un accès direct, la juste valeur de l'instrument correspond au prix le plus avantageux observé sur un marché actif.

En l'absence de prix cotés sur le marché, ou dans le cas de dérivés négociés de gré à gré (OTC), la juste valeur peut être estimée à partir des prix de marché d'instruments similaires, ajustés pour tenir compte des différences entre l'instrument coté et l'instrument évalué.

La juste valeur est déterminée sur la base des prix de marché pertinents pour les éléments constitutifs de l'instrument, en prenant en considération les cours acheteur et vendeur de la position nette, tout en tenant compte de la direction de la tendance.

Si aucun prix de marché observable pour un instrument similaire n'est disponible, la juste valeur des instruments financiers est déterminée à l'aide d'une technique d'évaluation. La Banque utilise un modèle d'évaluation interne. Les données observables du marché, telles que les courbes de taux d'intérêt, les prix des actions et des matières premières, les écarts de crédit, les volatilités des options et les taux de change, sont utilisées comme paramètres d'évaluation dans ce modèle. Cette technique d'évaluation est couramment utilisée par les acteurs du marché pour déterminer le prix des instruments et a démontré sa capacité à fournir des estimations fiables des prix obtenus lors de transactions réelles sur le marché.

2.8 Pertes de crédit attendues

Le modèle de pertes de crédit attendues (« ECL ») a été élaboré et validé par le Département de gestion des risques du Siège. Conformément à la politique de développement du modèle ECL pour les succursales étrangères, l'objectif est d'établir un ensemble d'exigences conformes à la norme IFRS 9. Les prescriptions pertinentes du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (BCBS) sont également alignées sur les pratiques effectives de la Banque. Les informations prospectives sont intégrées dans le modèle ECL du Siège, lequel inclut notamment :

- 1) Les notations de crédit internes qui constituent l'un des indicateurs pour la classification par étape et reflètent la probabilité estimée de défaut des contreparties sur les instruments financiers ;
- 2) Les résultats du modèle ECL, principalement constitués des valeurs prévisionnelles de la probabilité de défaut (PD) et de la perte en cas de défaut (LGD), ainsi que les facteurs d'ajustement correspondants.

Les pertes de crédit attendues sont comptabilisées sur les actifs de crédit inscrits au bilan et les engagements de crédit hors bilan nécessitant la constitution de provisions pour dépréciation. À la clôture du premier exercice suivant la comptabilisation initiale, une provision (ou une dotation dans le cas de certains engagements de prêt et garanties financières) doit être constituée pour les pertes de crédit attendues résultant d'événements de défaut possibles au cours des douze mois à venir (« pertes de crédit attendues sur 12 mois »). En cas d'augmentation significative du risque de crédit, une provision est constituée pour les pertes de crédit attendues résultant de tous les événements de défaut possibles sur la durée de vie des instruments financiers (« pertes de crédit attendues sur la durée de vie »).

Les actifs de crédit pour lesquels une perte de crédit attendue sur 12 mois est constatée sont classés en étape 1. Les actifs de crédit dont le risque de crédit a significativement augmenté sont classés en étape 2. Les actifs de crédit pour lesquels il existe un indice objectif de dépréciation, ou considérés comme en défaut ou autrement dépréciés, sont classés en étape 3.

2.9 Créances

À la date du bilan, les créances sont enregistrées à leur valeur nominale, déduction faite des pertes de crédit attendues conformément à la norme IFRS 9.

2.10 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations, autres que les immobilisations financières, sont évaluées à leur prix d'acquisition. La valeur des immobilisations incorporelles et corporelles dont la durée d'utilisation est limitée dans le temps est amortie selon la méthode linéaire, sur leur durée d'utilité estimée ou selon les taux indiqués ci-dessous.

Les acquisitions dont le prix unitaire n'excède pas 870 euros hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et dont la durée d'utilité économique est inférieure à 12 mois sont comptabilisées directement sous le poste « Autres charges administratives ». En cas de réduction durable de la valeur, les actifs incorporels et corporels font l'objet de corrections de valeur, que leur utilisation soit limitée ou non.

La valeur réduite n'est pas maintenue si les raisons ayant motivé la dépréciation ne subsistent plus.

2.10.1 Actifs incorporels

L'amortissement est pratiqué selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité résiduelle des actifs.

Le taux d'amortissement et les méthodes appliquées sont les suivants :

Licences : durée de la licence (le cas échéant) ; ou
4 ans 25%

2.10.2 Actifs corporels

Les actifs corporels sont utilisés par la Banque pour ses propres activités et sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité résiduelle estimée. Les taux et méthodes d'amortissement appliqués sont les suivants :

Ordinateurs : 5 ans 20%

Amélioration des bâtiments : durée des contrats de location (y compris le matériel de bureau et le mobilier)

2.11 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont évaluées au coût amorti, conformément à la norme IFRS 9. Les charges d'intérêts courues sont comptabilisées au bilan sous le poste « Comptes de régularisation – passif ».

La prime résultant de l'émission de titres à un prix supérieur au montant remboursable à l'échéance est amortie par tranches dans le compte de résultat et enregistrée en diminution du poste « Intérêts à payer et charges assimilées » sur la période restant à courir jusqu'à la date d'échéance ou, le cas échéant, jusqu'à la date de cession si elle est antérieure.

La décote résultant de l'émission de titres à un prix inférieur au montant remboursable à l'échéance est amortie dans le compte de résultat et enregistrée en augmentation du poste « Intérêts à payer et charges assimilées » sur la période restant à courir jusqu'à la date d'échéance ou, le cas échéant, jusqu'à la date de cession si elle est antérieure.

2.12 Dettes

À la date du bilan, les dettes sont inscrites au passif pour leur montant de remboursement. Les intérêts courus sont comptabilisés au bilan sous le poste « Comptes de régularisation – passif ».

2.13 Provisions

Les provisions ont pour objet de couvrir des pertes ou des dettes dont la nature est clairement définie et qui, à la date du bilan, sont probables ou certaines, mais dont le montant ou la date de survenance sont incertains.

Des provisions peuvent également être constituées pour couvrir des charges nées au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur, dont la nature est clairement définie et qui, à la date du bilan, sont probables ou certaines, mais dont le montant ou la date de survenance sont incertains.

Les provisions comprennent également les pertes de valeur constituées sur les engagements de prêt et les contrats de garantie financière conformément aux exigences de dépréciation prévues par la norme IFRS 9.

2.14 Impôts

La Banque est soumise à la réglementation fiscale générale applicable dans les juridictions du Luxembourg, de la France et de l'Italie.

2.15 Impôts différés

Les impôts différés résultent des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les comptes annuels et leur base fiscale correspondante. Ces différences temporaires entraînent des montants imposables ou déductibles au cours des périodes futures, lorsque les actifs seront réalisés ou les passifs réglés.

La position d'impôt différé de la Banque est liée à la réévaluation des instruments financiers. Des passifs d'impôt différé ont été comptabilisés sur les gains non réalisés provenant de la réévaluation à la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ou des autres éléments du résultat global (OCI).

Les actifs d'impôts différés ne sont pas comptabilisés.

Les passifs d'impôt différé sont inscrits sous le poste « Provisions pour impôts différés ». Les variations des soldes d'impôts différés au cours de l'exercice sont enregistrées dans le compte de résultat sous la rubrique « Impôt sur le résultat des activités ordinaires », sauf lorsqu'elles se rapportent à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (OCI), auquel cas l'effet d'impôt différé est constaté dans la « Réserve de réévaluation ».

Note 3 - Analyse des instruments financiers

3.1 Stratégie reflétant l'utilisation d'instruments financiers

Les activités de la Banque concernent principalement l'utilisation d'instruments financiers primaires non détenus à des fins de transaction.

3.2 Analyse des instruments financiers

3.2.1 Informations relatives aux instruments financiers primaires non détenus à des fins de transaction

Les tableaux ci-dessous présentent le niveau des instruments financiers primaires non détenus à des fins de transaction de la Banque en fonction de leur échéance résiduelle. Les instruments financiers de la Banque sont présentés pour leur valeur comptable.

Au 31 décembre 2024, la Banque détenait des actions et autres titres à revenu variable, classés comme instruments détenus à des fins de transaction. Pour de plus amples informations, voir la note 3.2.3.

Analyse des instruments financiers – Instruments primaires non détenus à des fins de transaction (à la valeur comptable – en euros) au 31 décembre 2024

Actifs financiers	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Trésorerie en caisse, soldes auprès des banques centrales et banques postales	162 253 465	-	-	-	162 253 465
Dérivés	-	-	956 746	-	956 746
Prêts et avances aux établissements de crédit	155 825 081	-	-	-	155 825 081
Prêts et avances à la clientèle	7 926 885	97 539 300	670 918 505	80 064 949	856 449 639
Titres de créance et autres titres à revenu fixe	-	-	49 652 903	-	49 652 903
Total des actifs financiers	326 005 431	97 539 300	721 528 154	80 064 949	1 225 137 834

Passifs financiers	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes envers les établissements de crédit	534 028 877	50 000 000	293 215 045	-	877 243 922
Dettes envers la clientèle	-	-	50 000 000	-	50 000 000
Dérivés	-	-	173 054	-	173 054
Total des passifs financiers	534 028 877	50 000 000	343 388 099	-	927 416 976

Au 31 décembre 2024, la Banque détenait des dépôts d'épargne provenant d'une personne morale pour un montant de 50 000 000 euros, enregistrés sous le poste « Dettes envers la clientèle ».

Actifs financiers	Exposition brute	Pertes de crédit attendues – Étape 1	Pertes de crédit attendues – Étape 2 **	Actifs financiers nets des pertes de crédit attendues
Trésorerie en caisse, soldes auprès des banques centrales et banques postales	162 253 465	-	-	162 253 465
Dérivés	956 746	-	-	956 746
Prêts et avances aux établissements de crédit	156 522 887	(697 806)	-	155 825 081
Prêts et avances à la clientèle	859 664 564	(2 890 384)	(324 541)	856 449 639
Titres de créance et autres titres à revenu fixe*	49 652 903	(464 496)	-	49 652 903
Total des actifs financiers	1 229 050 565	(4 052 686)	(324 541)	1 225 137 834

* Dans la catégorie du portefeuille structurel, les pertes de crédit attendues (ECL) sur les titres de créance et autres titres à revenu fixe ne réduisent pas la valeur comptable des actifs financiers, qui demeure évaluée à sa juste valeur. À la place, un montant équivalent à la provision pour pertes de crédit attendues qui aurait été constatée si les actifs avaient été évalués au coût amorti est inscrit dans le poste « Réserve de réévaluation ».

** Aucun transfert entre les étapes n'a eu lieu en 2024. La perte de crédit attendue de l'étape 2 se rapporte au prêt Clariane d'un montant en principal de 15 000 000 euros. Une provision de 324 541 euros a été constituée sur la base du modèle ECL.

Analyse des instruments financiers - Instruments primaires non détenus à des fins de transaction (à la valeur comptable - euros) au 31 décembre 2023

Actifs financiers	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Caisse, soldes auprès des banques centrales et banques postales	54 504 387	-	-	-	54 504 387
Dérivés	-	-	1 123 083	-	1 123 083
Prêts et avances aux établissements de crédit	100 561 795	43 777 042	-	-	144 338 837
Prêts et avances à la clientèle	6 470 706	46 784 347	579 210 992	151 190 500	783 656 545
Titres de créance et autres titres à revenu fixe	-	-	17 237 144	-	17 237 144
Total des actifs financiers	161 536 888	90 561 389	597 571 219	151 190 500	1 000 859 996
Passifs financiers	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes envers les établissements de crédit	472 941 178	-	140 723 982	-	613 665 160
Dettes envers la clientèle	-	-	50 000 000	-	50 000 000
Dérivés	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	49 987 752	-	-	-	49 987 752
Total des passifs financiers	522 928 930	-	190 723 982	-	713 652 912

Au 31 décembre 2023, la Banque détenait des dépôts d'épargne d'une personne morale pour un montant de 50 000 000 euros, enregistrés sous le poste « Dettes envers la clientèle ».

Au 31 décembre 2023, l'émission de certificats de dépôt pour un montant de 49 987 752 euros constitue l'une des principales sources de financement de la Banque. Ces dépôts sont inscrits sous le poste « Dettes représentées par un titre ».

Actifs financiers	Exposition brute	Pertes de crédit attendues – Étape 1	Pertes de crédit attendues – Étape 2**	Actifs financiers nets des pertes de crédit attendues
Trésorerie en caisse, soldes auprès des banques centrales et banques postales	54 504 387	-	-	54 504 387
Dérivés	1 123 083	-	-	1 123 083
Prêts et avances aux établissements de crédit	144 775 576	(436 739)	-	144 338 837
Prêts et avances à la clientèle	787 214 286	(3 000 019)	(557 722)	783 656 545
Titres de créance et autres titres à revenu fixe*	17 237 144	(178 565)	-	17 237 144
Total des actifs financiers	1 004 854 476	(3 615 323)	(557 722)	1 000 859 996

* Dans la catégorie du portefeuille structurel, les pertes de crédit attendues (ECL) sur les titres de créance et autres titres à revenu fixe ne réduisent pas la valeur comptable des actifs financiers, qui demeure à sa juste valeur. À la place, un montant équivalent à la provision pour pertes de crédit attendues qui aurait été constatée si les actifs avaient été évalués au coût amorti est comptabilisé dans le compte « Réserve de réévaluation ».

* * En 2023, un transfert des Pertes de crédit attendues de l'étape 1 à l'étape 2 a été constaté concernant le prêt Clariane d'un montant en principal de 15 000 000 euros. Une provision de 557 722 euros a été constituée sur la base du modèle ECL.

3.2.2 Informations relatives aux instruments financiers dérivés

Au 31 décembre 2024, la Banque a conclu six contrats de swap de taux d'intérêt (contre un en 2023) afin de couvrir économiquement son portefeuille existant de titres de créance et autres titres à revenu fixe.

Analyse des instruments financiers - Instruments dérivés non détenus à des fins de transaction (Valeur notionnelle / Juste valeur nette en euros)

Catégories d'instruments au 31 décembre 2024	Moins de 3 mois			> 3 mois à 1 an			> 1 an à 5 ans			Plus de 5 ans			Total		
	Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur	
		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers
En euros															
Taux d'intérêt															
Gré à gré															
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	43 315 045	956 746	173 054	-	-	-	43 315 045	956 746	173 054
												Total	43 315 045	956 746	173 054

Catégories d'instruments au 31 décembre 2023	Moins de 3 mois			> 3 mois à 1 an			> 1 an à 5 ans			Plus de 5 ans			Total		
	Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur	
		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers		Actifs financiers	Passifs financiers
En euros															
Taux d'intérêt															
Gré à gré															
Swaps de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	18 099 548	1 123 083	-	-	-	-	18 099 548	1 123 083	-
												Total	18 099 548	1 123 083	-

Dérivés dans le cadre de relations de couverture

La Banque utilise des dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, à des fins de couverture dans la gestion de ses portefeuilles d'actifs et de passifs ainsi que de ses positions structurelles. Cette stratégie permet à la Banque de limiter le risque de marché qui résulterait autrement de déséquilibres structurels dans les échéances et autres profils de ses actifs et de ses passifs.

Au 31 décembre 2024, les montants nominaux des dérivés détenus à des fins de couverture s'élevaient à 43 315 045 euros (2023 : 18 099 548 euros).

Les montants notionnels ou contractuels des contrats de taux d'intérêt correspondent à la valeur nominale des transactions d'actif et de passif en cours à la date du bilan ; ils ne représentent pas les montants exposés au risque.

Les couvertures de juste valeur de la Banque consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt destinés à se prémunir contre les variations de la juste valeur des instruments financiers à taux fixe résultant des fluctuations des taux d'intérêt du marché. Pour les couvertures de juste valeur éligibles, les variations de la juste valeur du dérivé et celles de la juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque couvert sont toutes deux comptabilisées dans le compte de résultat. Si la relation de couverture prend fin, l'ajustement de la juste valeur de l'élément couvert continue d'être comptabilisé comme faisant partie de la base de l'élément et est amorti dans le compte de résultat sous forme d'ajustement du rendement sur la période résiduelle de couverture.

Au 31 décembre 2024, la juste valeur des dérivés désignés comme couvertures de juste valeur s'élevait à 956 746 euros à l'actif (2023 : 1 123 083 euros) et à 173 054 euros au passif (2023 : néant).

3.2.3 Informations relatives aux actions et autres titres à revenu variable - Instruments détenus à des fins de transaction

Au 31 décembre 2024, la répartition des actions cotées se présente comme suit :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Actions cotées - Coût*	2 533 110	2 533 119
Actions cotées - Variation de juste valeur	(1 523 032)	283 309
Total	1 010 078	2 816 428

* Lors du regroupement d'actions en 2024, 547 actions fractionnées d'EMEIS S.A. (anciennement Orpea) ont été compensées et le coût des actions a été réduit de 9 euros.

Au 31 décembre 2024, la Banque détenait 166 652 actions cotées d'EMEIS S.A. (2023 : 166 652 547 actions). La variation du nombre d'actions cotées détenues s'explique principalement par le regroupement d'actions réalisé en 2024.

La valeur de marché des actions cotées s'élevait à 1 010 078 euros (2023 : 2 816 428 euros) et la perte non réalisée s'élevait à 1 806 341 euros (2023 : gain non réalisé de 283 309 euros).

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Banque ne détient aucune action non cotée ni autre titre à rendement variable.

3.3 Risque de crédit

Principe de gestion des risques

La Banque applique le modèle des « trois lignes de défense » : (1) Première ligne de défense : département qui prend ou encourt des risques, (2) Deuxième ligne de défense : fonctions de contrôle des risques appliquant le principe des quatre yeux et (3) Troisième ligne de défense : fonction d'assurance des risques.

3.3.1 Description du risque de crédit

Le risque de crédit est défini comme la possibilité qu'un emprunteur ou une contrepartie de la Banque ne respecte pas ses obligations conformément aux conditions convenues. Les événements de défaut incluent également les retards de remboursements, la restructuration des remboursements de l'emprunteur et la faillite.

La gestion du risque de crédit a pour objectif d'optimiser le taux de rendement ajusté au risque de la Banque en maintenant l'exposition au risque de crédit dans les limites acceptables. Le Département du Contrôle du Crédit et des Risques (CRCD) gère et contrôle le risque de crédit inhérent à l'ensemble du portefeuille, ainsi que le risque lié à chaque crédit ou transaction individuelle.

3.3.2 Mesure de l'exposition au risque de crédit

La Banque utilise différentes techniques pour mesurer son exposition au risque de crédit. La qualité du crédit du portefeuille est examinée au moins une fois par mois. Le Département du Contrôle du Crédit et des Risques effectue régulièrement des tests de résistance afin d'identifier tout impact négatif sur les fonds propres de la Banque. En outre, si la Banque constate des indices de pertes sur des actifs ayant un impact sur les flux de trésorerie futurs, elle constitue des provisions spécifiques pour couvrir ces événements.

3.3.3 Concentration du risque de crédit

La Banque surveille et gère le risque de concentration dans le cadre de son dispositif de gestion des risques. Les tableaux ci-dessous présentent la concentration du risque de crédit lié aux instruments financiers, provenant à la fois de l'exposition au bilan et de l'exposition hors bilan, par zone géographique et par secteur économique. Le montant total du risque de crédit diffère du total des actifs financiers figurant à la note 3.2.1, car les tableaux ci-dessous présentent les expositions au risque de crédit conformément à la définition du règlement CRR II, incluant la définition, la description et les modalités de mesure du risque de crédit.

Concentration du risque de crédit par zone géographique

Zone géographique	Au bilan (net de dépréciation)		Engagements		Garanties financières		Dérivés de gré à gré	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Asie	31 719 187	67 787 022	-	-	14 179 800	-	1 108 988	802 277
Établissement de crédit	298 975	287 537	-	-	14 179 800	-	1 108 988	802 277
Entreprise	31 420 212	67 499 485	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Union européenne	1 115 485 841	890 095 758	14 803 474	69 845 672	-	-	-	-
Établissement de crédit	145 953 137	145 312 917	-	-	-	-	-	-
Entreprise	797 674 501	679 669 727	14 803 474	69 845 672	-	-	-	-
Administration centrale et Banque centrale	162 253 465	54 504 387	-	-	-	-	-	-
Participations*	1 010 078	2 816 428	-	-	-	-	-	-
Autres	8 594 660	7 792 299	-	-	-	-	-	-
Reste du monde	94 066 586	61 499 303	-	-	-	-	-	-
Établissement de crédit	9 928 918	199 663	-	-	-	-	-	-
Entreprise	84 137 668	61 299 640	-	-	-	-	-	-
Administration centrale et Banque centrale	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 241 271 614	1 019 382 083	14 803 474	69 845 672	14 179 800	-	1 108 988	802 277
Garanties reçues	7 586 200	7 780 000	-	-	-	-	-	-
Exposition nette	1 233 685 414	1 011 602 083	14 803 474	69 845 672	14 179 800	-	1 108 988	802 277

*Concerne les actions ORPEA

Concentration du risque de crédit par secteur économique

Secteur économique	Au bilan (net de dépréciation)		Engagements		Garanties financières		Dérivés de gré à gré	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Administration centrale et Banque centrale	162 253 465	54 504 387	-	-	-	-	-	-
Entreprise	913 232 381	808 468 851	14 803 474	69 845 672	-	-	-	-
Établissement de crédit	156 181 030	145 800 118	-	-	14 179 800	-	1 108 988	802 277
Participations*	1 010 078	2 816 428	-	-	-	-	-	-
Autres	8 594 660	7 792 299	-	-	-	-	-	-
Total	1 241 271 614	1 019 382 083	14 803 474	69 845 672	14 179 800	-	1 108 988	802 277
Garanties reçues	7 586 200	7 780 000	-	-	-	-	-	-
Exposition nette	1 233 685 414	1 011 602 083	14 803 474	69 845 672	14 179 800	-	1 108 988	802 277

*Concerne les actions ORPEA

Risque de crédit pour les dérivés de gré à gré

	Montants notionnels		Montants équivalents au risque		Exposition nette au risque	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Swaps de taux d'intérêt	43 315 045	18 099 548	1 108 988	802 277	1 108 988	802 277

Les valeurs indiquées pour les dérivés de gré à gré (OTC) dans les tableaux ci-dessus correspondent aux montants d'exposition calculés conformément à l'article 282 du règlement CRR (méthode de l'exposition initiale).

3.4 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de variation des prix de marché, des taux d'intérêt, des devises ou d'autres facteurs économiques susceptibles d'entraîner une diminution de la valeur des actifs ou une augmentation de la valeur des passifs. Il peut résulter de positions ouvertes sur les marchés (acheteuses ou vendeuses) ou de positions imparfaitement couvertes.

La gestion du risque de marché s'articule autour de trois niveaux d'intervention :

- La définition de la politique de gestion du risque de marché et de l'appétence au risque, conformément à la stratégie de la Banque, ainsi que la supervision globale assurée par le Conseil d'administration ;
- La gestion des risques de marché lié aux opérations de négociation, correspondant à la gestion active quotidienne et au contrôle continu des expositions de négociation par le Responsable de la Trésorerie et la Direction autorisée ;
- Les examens indépendants des risques de marché.

En ce qui concerne la position de change et sa gestion du risque, tous les actifs libellés dans une devise autre que l'euro sont financés dans la même devise, ce qui réduit considérablement le risque de change. L'approche repose sur une méthode « dos à dos ».

Note 4 – Trésorerie en caisse, soldes auprès des banques centrales et banques postales

Conformément aux exigences de la Banque centrale européenne (ci-après la BCE), la Banque centrale du Luxembourg (ci-après la BCL) a mis en place un système de réserves minimales obligatoires qui s'applique à tous les établissements de crédit luxembourgeois. La Banque dispose d'un compte courant auprès de la BCL.

En tant que succursales de la Banque, les succursales de Rome et de Paris détiennent leurs comptes courants auprès de leurs banques centrales locales respectives (à savoir, la Banque d'Italie et la Banque de France) afin de gérer le ratio de liquidité à court terme (LCR) au niveau de chaque succursale.

Les soldes détenus par la Banque au 31 décembre 2024 sont les suivants :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Compte courant de la BCL	162 152 298	54 503 196
Compte courant de la Banque d'Italie	572	596
Compte courant de la Banque de France	100 595	595
Total	162 253 465	54 504 387

Note 5 - Titres de créance et autres titres à revenu fixe

5.1 Titres négociables cotés

Au 31 décembre 2024, la ventilation des titres cotés est la suivante (en euros) :

Portefeuille structurel	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
- émis par des organismes publics	-	-	-	-	-
- émis par d'autres emprunteurs	-	-	49 652 903	-	49 652 903
Total	-	-	49 652 903	-	49 652 903

Au 31 décembre 2023, la ventilation des titres cotés est la suivante (en euros) :

Portefeuille structurel	Moins de 3 mois	> 3 mois à 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
- émis par des organismes publics	-	-	-	-	-
- émis par d'autres emprunteurs	-	-	17 237 144	-	17 237 144
Total	-	-	17 237 144	-	17 237 144

Au 31 décembre 2024, la Banque n'a pas de titres non cotés. Les titres de créance et autres titres à revenu fixe sont destinés à être utilisés de manière continue et sont tous considérés comme faisant partie du portefeuille structurel.

Aucun titre à revenu fixe n'arrive à échéance en 2025.

Au 31 décembre 2024, le solde non amorti de la prime sur les titres de créance et autres titres à revenu fixe s'élevait à 28 010 euros (2023 : Néant), tandis que le solde non amorti des décotes sur les titres de créance et autres titres à revenu fixe s'élevait à 11 067 euros (2023 : 11 821 euros).

5.2 Informations relatives à la juste valeur

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Juste valeur - solde d'ouverture	17 237 144	17 303 892
Acquisitions de l'exercice	30 827 653	-
Effet de change et amortissement	1 154 504	(647 731)
Variations de juste valeur	433 602	580 983
Juste valeur - solde de clôture	49 652 903	17 237 144

Note 6 – Immobilisations

Le tableau suivant présente les variations des immobilisations incorporelles et corporelles du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024.

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions	Valeur brute à la clôture de l'exercice	Cumul des ajustements de valeur au début de l'exercice	Ajustements de valeur	Sorties d'ajustements de valeur	Cumul des ajustements de valeur à la clôture de l'exercice	Valeur nette comptable à la clôture de l'exercice
euros									
Immobilisations incorporelles	536 951	22	-	536 973	(455 725)	(45 515)	-	(501 240)	35 733
Dont :									
Licences	536 951	22	-	536 973	(455 725)	(45 515)	-	(501 240)	35 733
Immobilisations corporelles	4 586 797	290 559	-	4 877 356	(3 741 043)	(257 536)	-	(3 998 579)	878 777
Dont :									
Rénovation de bâtiment	3 045 277	-	-	3 045 277	(2 485 979)	(163 637)	-	(2 649 616)	395 661
Autres équipements	103 252	4 452	-	107 704	(99 936)	(1 683)	-	(101 619)	6 085
Équipements électroniques	1 438 268	286 107	-	1 724 375	(1 155 128)	(92 216)	-	(1 247 344)	477 031
Total	5 123 748	290 581	-	5 414 329	(4 196 768)	(303 051)	-	(4 499 819)	914 510

Note 7 - Soldes avec les parties liées

Au 31 décembre 2024, les principaux soldes avec les parties liées figurant à l'actif du bilan sont les suivants :

Actif	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Dérivés	956 746	1 123 083
Prêts et avances aux établissements de crédit	151 683 418	140 780 762
- remboursables à vue	10 237 421	476 785
- autres prêts et avances	141 445 997	140 303 977
Prêts et avances à la clientèle	1 072 129	1 452 057
Comptes de régularisation - actif	597 633	1 576 693
Total	154 309 926	144 932 595

Au 31 décembre 2024, les principaux soldes avec les parties liées figurant au passif du bilan sont les suivants :

Passif	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Dérivés	173 054	-
Dettes envers les établissements de crédit	392 343 921	308 665 160
- à échéance convenue ou avec préavis	392 343 921	308 665 160
Comptes de régularisation - passif	1 979 971	2 309 203
Total	394 496 946	310 974 363

Au 31 décembre 2024, les opérations suivantes avec des parties liées figurent dans le compte de résultat :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Intérêts à recevoir et produits assimilés	5 778 820	4 963 698
Intérêts à payer et charges assimilées	(17 036 183)	(14 756 325)
Commissions à recevoir	54 866	19 736
Commissions à verser	(835)	(478)
Résultat net sur opérations financières	(41 157)	433 184
Autres produits d'exploitation	428 982	529 773
Charges administratives générales	(29 287)	(14 144)
Résultat net sur les opérations avec des parties liées	(10 844 794)	(8 824 556)

Au 31 décembre 2024, les garanties financières accordées aux parties liées s'élevaient à 14 179 800 euros (2023 : néant).

Note 8 - Autres actifs

Au 31 décembre 2024, les autres actifs se présentent comme suit :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
TVA à recevoir	7 697	1 772
Dépôts de garantie locatifs	784 623	679 625
Loyers payés d'avance	207 274	213 167
Autres	377 244	159 639
Total	1 376 838	1 054 203

Note 9 - Comptes de régularisation – actif

Au 31 décembre 2024, les comptes de régularisation - actif se présentent comme suit :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Intérêts courus à recevoir	7 714 302	9 132 046
Total	7 714 302	9 132 046

Note 10 - Dettes représentées par un titre

L'émission de certificats de dépôt (non cotés) constitue l'une des principales sources de financement de la Banque.

Le seul certificat de dépôt en circulation est arrivé à échéance au cours de l'exercice 2024. Au 31 décembre 2024, le solde des dettes représentées par un titre est nul :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Dettes représentées par un titre	-	49 987 752
Total	-	49 987 752

Note 11 - Comptes de régularisation – passif

Au 31 décembre 2024, les comptes de régularisation - passif se présentent comme suit :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Intérêts courus à payer	7 391 037	5 964 525
Revenus de commissions différés	2 690 445	2 856 416
Total	10 081 482	8 820 941

Note 12 – Provisions

Au 31 décembre 2024, les provisions se présentent comme suit :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Provisions pour impôts courants	373 610	585 058
Provisions pour impôts différés	290 290	-
Provisions pour charges administratives générales	3 269 249	3 857 929
Pertes de crédit attendues (ECL) sur engagements et garanties	8 031	119 604
Total	3 941 180	4 562 591

La Banque est assujettie à l'impôt sur la fortune, à l'impôt sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée. Les dettes fiscales sont comptabilisées sous le poste « Provisions pour impôts » du bilan.

La Banque est également redevable d'impôts différés. Les passifs d'impôts différés sont enregistrés au bilan sous le poste « Provisions pour impôts différés » (voir note 2.15).

Note 13 - Capital souscrit

Au 31 décembre 2024, le capital social émis de la Banque s'élève à trois cent cinquante millions d'euros (350 000 000 euros), représenté par trois cent cinquante millions (350 000 000) d'actions d'une valeur nominale d'un euro (1 euro) chacune.

Note 14 - Variations des capitaux propres

	Capital souscrit	Réserve légale	Réserve de réévaluation *	Résultats reportés	Résultat de l'exercice
	Solde en euros				
Solde d'ouverture au 1er janvier 2024	350 000 000	-	476 313	(70 495 110)	7 772 007
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-	-	-	7 772 007	(7 772 007)
Mouvement sur les réserves	-	388 600	268 066	(388 600)	-
Bénéfice de l'exercice en cours	-	-	-	-	6 692 648
Solde au 31 décembre 2024	350 000 000	388 600	744 379	(63 111 703)	6 692 648

* Conformément au règlement de la CSSF N° 14/02, une partie des plus-values non réalisées, nettes d'impôts différés, incluses dans la réserve de réévaluation et s'élevant à 5 572 euros sur les titres de créance classés en FVOCI, est considérée comme non distribuable au 31 décembre 2024.

L'augmentation de la réserve de réévaluation est principalement due à la hausse de la juste valeur des titres de créance au cours de l'exercice.

Conformément au droit luxembourgeois, la Banque doit affecter au moins 5 % de son bénéfice annuel à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10 % du capital souscrit. La réserve légale ne peut pas être distribuée. En 2024, un montant de 388 600 euros a été transféré du résultat reporté à la réserve légale.

Bénéfice net 2023	7 772 007
Affectation à la réserve légale (5%)	388 600
Bénéfice à reporter	7 383 407

L'affectation du résultat de l'exercice précédent a été approuvée par l'assemblée générale annuelle des actionnaires du 11 juin 2024.

Note 15 - Réserve légale

Au 31 décembre 2024, la réserve légale se présente comme suit :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Réserve légale relative au bénéfice net 2023	388 600	-
Total	388 600	-

Note 16 - Positions en devises étrangères

Au 31 décembre 2024, le montant total des actifs et passifs de la Banque libellés en devises étrangères et convertis en euros s'élève respectivement à 250 277 110 euros et 246 317 120 euros (2023 : 235 227 143 euros et 232 726 235 euros).

Note 17 - Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2024, les engagements non tirés inscrits hors bilan s'élèvent à 14 803 474 euros (2023 : 69 845 672 euros). Les garanties financières inscrites hors bilan s'élèvent à 14 179 800 euros (2023 : néant).

Note 18 - Répartition du produit par marchés géographiques

Au 31 décembre 2024, la répartition du produit par marché géographique est la suivante :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
ASIE	4 904 217	7 286 202
UNION EUROPÉENNE	46 987 572	39 431 763
AUTRES	4 705 806	3 322 597
Total	56 597 595	50 040 562

Note 19 - Commissions à recevoir

Au 31 décembre 2024, les commissions à recevoir sont les suivantes :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Frais de gestion des prêts	1 897 746	1 988 670
Lettre de garantie	35 084	312 574
Autres	208 832	98 137
Total	2 141 662	2 399 381

Note 20 – Résultat net sur opérations financières

Au 31 décembre 2024, le résultat net sur opérations financières se présente comme suit :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Résultat de change	351 141	(24 612)
Résultats non réalisés sur instruments dérivés	(392 298)	(408 570)
Résultats non réalisés sur titres de créance et autres titres négociables à revenu fixe	479 108	347 732
Résultats nets réalisés sur cessions de prêts et avances	-	(99 000)
Résultat sur cession de titres de participation	(3)	-
Résultats non réalisés sur actions	(1 806 341)	283 309
Total	(1 368 393)	98 859

Note 21 - Autres produits d'exploitation

Au 31 décembre 2024, les autres produits d'exploitation s'élèvent à 557 629 euros (2023 : 796 710 euros).
Ce poste comprend principalement la refacturation de services partagés entre la Banque et Bank of Communications Co. Ltd., succursale de Luxembourg, pour un montant de 428 982 euros (2023 : 529 773 euros) et l'ajustement du solde de TVA à recevoir de l'administration fiscale pour un montant de 128 647 euros (2023 : 98 822 euros).

Conformément à la politique de prix de transfert convenue entre la Banque et Bank of Communications Co. Ltd., succursale de Luxembourg, la Banque fournit notamment certains services dans les domaines de la gestion informatique, des opérations, des ressources humaines, des finances et de la comptabilité, de l'audit interne, du juridique et de la conformité, du développement commercial, du crédit et du contrôle des risques.
Les parties conviennent que le prestataire est autorisé à refacturer au client les coûts engagés. Le principe d'allocation des coûts entre le prestataire et le client est défini dans la politique de prix de transfert.

Note 22 - Rendement des actifs

Le rendement des actifs de la Banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'établit à 0,54 % (2023 : 0,77 %).
Le rendement des actifs est calculé en divisant le résultat (bénéfice ou perte) par le total de l'actif.

Note 23 - Informations relatives au personnel et à la direction

	Nombre moyen de salariés en 2024	Nombre moyen de salariés en 2023
Haute Direction	7	7
Cadres	18	15
Employés	52	47
Total	77	69

Note 24 - Membres des organes d'administration, de direction et de surveillance

Au 31 décembre 2024, aucun prêt, avance ou engagement de retraite n'a été consenti aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance.

Le montant total des rémunérations versées aux organes de direction et de surveillance s'est élevé à 1 969 372 euros (2023 : 2 194 865 euros).

Note 25 - Honoraires des auditeurs indépendants

Les honoraires facturés à la Banque par le cabinet d'audit indépendant se décomposent comme suit :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Honoraires d'audit	177 335	168 790
Honoraires liés à des missions connexes d'audit	38 644	36 782
Total	215 979	205 572

Les honoraires sont présentés sur une base budgétaire, hors TVA, pour l'exercice considéré.

Note 26 - (Ré)ajustements de valeur sur les prêts et avances et provisions pour passifs éventuels et engagements

Les ajustements de valeur comprennent à la fois des ajustements négatifs et positifs.

Note 27 - (Ré)ajustements de valeur sur les valeurs mobilières détenues en tant qu'immobilisations financières, participations et parts dans des entreprises liées

Les ajustements de valeur comprennent à la fois des ajustements négatifs et positifs.

Note 28 - Impôt sur le résultat des activités ordinaires

Les composantes de la charge d'impôt sur le résultat sont les suivantes (voir notes 2.14 et 2.15) :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Solde en euros	
Impôts courants	869 842	747 495
- <i>Luxembourg</i>	511 280	490 415
- <i>Rome</i>	358 562	257 080
Impôts différés	288 543	-
Total	1 158 385	747 495

Note 29 - Système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs

La loi relative aux mesures de résolution, de réorganisation et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement, ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi »), transposant en droit luxembourgeois la directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, ainsi que la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, a été adoptée le 18 décembre 2015.

En conséquence, l'ancien système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, assuré par l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL), a été remplacé par un nouveau système de contribution au titre de la garantie des dépôts et de l'indemnisation des investisseurs.

Ce nouveau dispositif couvre les dépôts éligibles de chaque déposant à hauteur d'un montant de 100 000 euros et les investissements à hauteur de 20 000 euros. La Loi prévoit également que les dépôts résultant d'opérations spécifiques ou poursuivant un objectif social ou autre particulier sont couverts au-delà de 100 000 euros pendant une période de 12 mois.

Le montant financé du Fonds de Résolution Luxembourg (FRL) devait atteindre, au plus tard à la fin de l'année 2024, au moins 1 % des dépôts couverts, tels que définis à l'article 1er, point 36, de la Loi, pour l'ensemble des établissements de crédit agréés dans les États membres participants. Ce montant a été collecté auprès des établissements de crédit par le biais de contributions annuelles versées avant la clôture de l'exercice 2024.

Le niveau cible de financement du Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg (FGDL) a été fixé à 0,8 % des dépôts couverts, tels que définis à l'article 163, point 8, de la Loi, pour les établissements de crédit concernés, et devait être atteint d'ici la fin de l'année 2018 au moyen de paiements annuels versés entre 2016 et 2018.

Une fois ce seuil de 0,8 % atteint, les établissements de crédit luxembourgeois doivent continuer à verser des contributions pendant huit années supplémentaires afin de constituer une marge de sécurité additionnelle de 0,8 % des dépôts couverts, tels que définis à l'article 163, point 8, de la Loi.

La loi du 23 décembre 2016 relative à la réforme fiscale 2017 a introduit une reprise fiscalement neutre des provisions AGDL existantes, par tranches annuelles successives de 2016 à 2026, à condition que chaque tranche annuelle soit au moins égale aux contributions versées au FGDL et au FRL pour l'exercice correspondant. Tout solde de provision AGDL non encore repris à la fin de cette période transitoire devra être repris et ajouté au revenu imposable de l'exercice 2026.

Le 18 janvier 2017, la CSSF a publié une circulaire relative à l'abrogation de l'AGDL et au traitement comptable consécutif de la reprise des provisions AGDL, afin de permettre aux établissements de crédit d'aligner leur traitement comptable sur le régime fiscal prévu par la loi du 23 décembre 2016.

Au 31 décembre 2024, le montant total des contributions versées aux fonds de résolution et aux systèmes de garantie des dépôts s'élève à 3 013 euros (2023 : 3 193 euros). Aucune provision n'a été comptabilisée au titre du système de garantie des dépôts ou d'indemnisation des investisseurs.

Au 31 décembre 2024, la Banque détient des dépôts d'épargne émanant d'une personne morale. Les dépôts éligibles et les dépôts couverts se présentent comme suit :

	Montants totaux en euros	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dépôts éligibles	50 000 000	50 000 000
Dépôts couverts	100 000	100 000

Note 30 - Engagements non inscrits au bilan ou hors bilan

Au 31 décembre 2024, la Banque détient des engagements relatifs aux paiements futurs de loyers concernant les locaux à usage de bureaux faisant l'objet de contrats de location, pour un montant total de 6,52 millions d'euros (2023 : 6,2 millions d'euros). Les contrats de location arriveront à échéance le 31 mars 2029 pour ses bureaux situés au Luxembourg et le 31 mai 2028 pour ceux de la succursale de Rome. Le contrat de location des locaux actuels de la succursale de Paris expirera le 30 juin 2025, et le contrat de location des nouveaux locaux a débuté le 16 décembre 2024 et expirera le 15 décembre 2030.

La Banque facture les loyers à Bank of Communications Co. Ltd., Succursale de Luxembourg, conformément à la méthode d'allocation des coûts définie dans la politique de prix de transfert (voir Note 21).

Note 31 - Informations qualitatives et quantitatives sur l'impact du Pilier 2

La Banque est soumise aux règles types du Pilier 2 du modèle de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui instaurent un taux d'imposition effectif minimal de 15 % applicable dans chaque juridiction où la Banque exerce ses activités. À la suite de la transposition de ces règles dans le droit interne de l'Union européenne par la directive (UE) 2022/2523 du Conseil, les dispositions du Pilier 2 sont entrées en vigueur à compter de l'exercice 2024. Le Luxembourg a adopté la législation relative à cet impôt minimum le 22 décembre 2023, modifiée le 20 décembre 2024, intégrant la mise en œuvre de la règle d'inclusion du revenu (IIR), de la règle relative aux bénéfices insuffisamment imposés (UTPR) et de l'impôt complémentaire national minimal (QDMTT).

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Banque relève du champ d'application de l'IIR et du QDMTT. Le régime transitoire de « Country-by-Country Safe Harbor » (TSH) limite l'application des règles du Pilier 2 dans une juridiction pour les exercices ouverts au plus tard le 31 décembre 2026, sous réserve du respect de certains critères. La Banque a réalisé une analyse TSH pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 et prévoit de remplir les conditions du TSH en France, où elle exploite une succursale. En ce qui concerne le siège luxembourgeois et la succursale italienne, un calcul conforme au Pilier 2 a été effectué pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Aucune charge d'impôt actuelle liée au Pilier 2 n'est attendue pour cet exercice au Luxembourg et en Italie.

Note 32 - Informations relatives aux attributs fiscaux

La direction de la Banque constate, sur la base des dernières déclarations fiscales déposées, que le siège luxembourgeois disposait au 31 décembre 2023 de 18 636 835 euros de pertes fiscales reportées, dont un montant estimé à 2 726 139 euros sera utilisé au cours de l'exercice 2024. En outre, la direction de la Banque constate, sur la base des dernières déclarations fiscales déposées, que le siège luxembourgeois disposait d'un crédit d'impôt reporté de 221 480 euros au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, la direction de la Banque constate, sur la base des dernières déclarations fiscales déposées, que :

- la succursale italienne disposait au 31 décembre 2023 de 9 350 644 euros de pertes fiscales reportées, dont 4 893 938 euros peuvent être utilisés pour compenser 80 % du bénéfice de l'exercice et le reste est entièrement utilisable. Un montant estimé à 5 884 233 euros devait être utilisé au titre de l'exercice 2024.
- la succursale française disposait de 31 815 046 euros de pertes fiscales reportées au 31 décembre 2023. La perte estimée pour l'exercice 2024 s'élève à 774 753 euros.

Note 33 - Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture du bilan n'a été identifié par la Banque.